

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 94 — 3216

17 OCTOBRE 1994. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant les normes et les conditions de création de nouveaux établissements d'enseignement de promotion sociale

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, notamment l'article 107 modifié par le décret du 4 février 1993;

Vu l'accord du Ministre du budget donné le 11 juillet 1994;

Vu le protocole du 8 septembre 1994 du Comité de Secteur IX et du Comité des Services provinciaux et locaux, Section II, siégeant conjointement;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1^o le décret : le décret du Conseil de la Communauté française du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale;

2^o le Conseil supérieur : le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale visé à l'article 78 du décret;

3^o le Ministre : le Ministre de la Communauté française ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions.

Art. 2. La création d'un nouvel établissement d'enseignement de promotion sociale est proposée au Ministre, selon le cas :

1^o par le groupe « Enseignement de promotion sociale » créé au sein du Conseil pédagogique de l'enseignement de la Communauté française;

2^o par une des organisations représentatives des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné par la Communauté française.

Art. 3. La proposition visée à l'article 2 mentionne le siège du nouvel établissement ainsi que le numéro matricule dudit établissement conformément à l'article 107 du décret.

La proposition s'accompagne d'un dossier circonstancié qui la justifie.

Ce dossier comprend notamment des indications quant :

— à la commune dans laquelle s'implantera le nouvel établissement;

— aux moyens nécessaires pour la mise en place de l'infrastructure scolaire : locaux, équipements pédagogiques, etc.;

— aux synergies possibles avec d'autres partenaires : autre(s) établissement(s) d'enseignement; entreprises publiques ou privées, pouvoirs locaux, associations, etc.;

— aux besoins, réels et exprimés, des partenaires susvisés en matière de formation;

— à la structure de base du nouvel établissement et à la manière suivant laquelle il atteindra son autonomie dès la fin de la troisième année civile à compter de sa création;

— aux établissements d'enseignement de promotion sociale avec lesquels une concertation sera établie en matière de programmation de sections ou d'unités de formation.

Art. 4. Le Ministre soumet la proposition et le dossier visés aux articles 2 et 3 à l'avis du Conseil supérieur.

Art. 5. Le Conseil supérieur ne peut émettre valablement son avis sur la proposition et le dossier visés aux articles 2 et 3 que lorsque les six membres représentant les réseaux d'enseignement sont présents.

Si les six membres visés ci-dessus ne sont pas présents, une réunion est tenue dans les quinze jours ouvrables, sur nouvelle convocation; quel que soit le nombre de membres représentant les réseaux d'enseignement présents, un avis valable est alors donné.

Lors du vote, le Conseil supérieur émet son avis à la majorité des deux tiers des voix des membres présents et à l'unanimité des membres présents représentant les réseaux d'enseignement.

Une note de la minorité peut être jointe à l'avis.

Art. 6. Sur la proposition du Ministre et de l'avis du Conseil supérieur, la création d'un nouvel établissement d'enseignement de promotion sociale est décidée par le Gouvernement de la Communauté française.

Art. 7. La création d'un nouvel établissement intervient au plus tôt au premier jour du mois qui suit la décision visée à l'article 6.

Art. 8. § 1^{er}. Pour l'année civile de sa création et pour les deux années civiles suivantes, la dotation de périodes d'un nouvel établissement créé en vertu du présent arrêté est constituée de périodes qui sont :

— prêtées par un pouvoir organisateur conformément à l'article 88 du décret;

— transférées d'un pouvoir organisateur du même réseau d'enseignement conformément à l'article 89 du décret;

— attribuées par le pouvoir organisateur conformément à l'article 91 du décret;

— générées par le nouvel établissement conformément aux dispositions de l'article 87 du décret.

§ 2. Durant l'année civile de la création du nouvel établissement, la réserve du pouvoir organisateur auquel appartient cet établissement, visée à l'article 93 du décret, doit être égale à X douzièmes de 1800 périodes de catégorie A. X est égal au nombre de mois comptés depuis le mois de la création du nouvel établissement, jusque et y compris le mois de décembre de cette même année civile.

Durant l'année civile suivant la date de création du nouvel établissement, la réserve du pouvoir organisateur susvisé doit être égale à 1800 périodes de catégorie A.

Durant la deuxième année civile suivant la date de création dudit établissement, la réserve du pouvoir organisateur concerné doit être égale à 1800* (12-X)/12 périodes de catégorie A.

Art. 9. Dès le début de son fonctionnement, l'établissement est soumis aux dispositions légales et réglementaires relatives aux ajustements des dotations de périodes applicables à tout établissement d'enseignement de promotion sociale.

Art. 10. Le nouvel établissement créé en vertu du présent arrêté est considéré, durant les trois années civiles visées à l'article 8 du présent arrêté, comme établissement autonome d'enseignement de promotion sociale atteignant au moins la norme de rationalisation fixée à l'article 100 du décret.

Pour garder son autonomie, cet établissement doit atteindre :

- 50 000 périodes-élèves au dernier jour de la quatrième année civile de son fonctionnement;
- 60 000 périodes-élèves au dernier jour de la cinquième année civile de son fonctionnement;
- 70 000 périodes-élèves au dernier jour de la sixième année civile de son fonctionnement;
- 80 000 périodes-élèves au dernier jour de la septième année civile de son fonctionnement.

Ultérieurement, pour garder son autonomie, cet établissement doit atteindre la norme de rationalisation fixée pour tout établissement d'enseignement de promotion sociale.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1995.

Art. 12. Le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions est chargé de l'application du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 octobre 1994.

Par le Gouvernement de la Communauté française,

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique,
de l'Aide à la Jeunesse et des Relations internationales,

M. LEBRUN

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 94 — 3216

17 OKTOBER 1994. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende de normen en voorwaarden tot oprichting van nieuwe onderwijsinrichtingen voor sociale promotie

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inz. op artikel 107, gewijzigd bij decreet d.d. 4 februari 1993;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting gegeven op 11 juli 1994;

Gelet op het protocol d.d. 8 september 1994 van Sectorcomité IX en van het Comité voor provinciale en plaatselijke overheidsdiensten, afdeling II, die gezamenlijk vergaderden;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient verstaan te worden onder :

1^o het decreet : het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2^o de Hoge Raad : de Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie bedoeld in artikel 78 van het decreet;

3^o de Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort.

Art. 2. De oprichting van een nieuwe onderwijsinrichting voor sociale promotie wordt aan de Minister voorgesteld, volgens het geval :

1^o door de groep « Onderwijs voor sociale promotie » opgericht in de Pedagogische Raad voor het Onderwijs van de Franse Gemeenschap;

2^o door een van de representatieve verenigingen van de inrichtende machten van het door de Franse Gemeenschap gesubsidieerd onderwijs.

Art. 3. Het in artikel 2 bedoelde voorstel vermeldt de zetel van de nieuwe inrichting alsook het stamnummer van bedoelde inrichting overeenkomstig artikel 107 van het decreet.

Het gaat gepaard met een omstandig dossier dat het verantwoordt.

Dit dossier bevat o.m. aanwijzingen aangaande :

- de gemeente waar de nieuwe inrichting zal gevestigd worden;
- de middelen nodig voor het tot stand komen van de schoolinfrastructuur : lokalen, opvoedkundige uitrusting enz.;
- de mogelijke samenwerkingsvormen met andere partners : andere onderwijsinrichting(en), openbare of privé-ondernemingen, plaatselijke overheden, verenigingen enz.;
- de echte, naar voren gebrachte behoeften van bovenvermelde partners inzake opleiding;
- de basisstructuur van de nieuwe inrichting en de wijze waarop ze haar autonomie zal bereiken tegen het einde van het derde kalenderjaar na haar oprichting;
- de onderwijsinrichtingen voor sociale promotie waarmee overleg zal worden gepleegd inzake de programmatie van opleidingsafdelingen of eenheden.

Art. 4. De Minister legt het in de artikelen 2 en 3 bedoelde voorstel en dossier voor advies aan de Hoge Raad voor.

Art. 5. De Hoge Raad kan slechts een geldig advies over het in de artikelen 2 en 3 bedoelde voorstel en dossier uitbrengen wanneer de zes leden die de netten vertegenwoordigen, aanwezig zijn.

Indien de zes hierboven vermelde leden niet aanwezig zijn, wordt een vergadering binnen de vijftien werkdagen belegd, met een nieuwe oproepingsbrief; wat het aantal aanwezige leden die de onderwijsnetten vertegenwoordigen, ook mag zijn, wordt dan een geldig advies uitgebracht.

Bij de stemming brengt de Hoge Raad zijn advies uit met een meerderheid van twee derde van de stemmen der aanwezige leden en bij eenparigheid van de aanwezige leden die de onderwijsnetten vertegenwoordigen.

Een minderheidsnota mag bij het advies worden gevoegd.

Art. 6. Op de voordracht van de Minister en op advies van de Hoge Raad wordt door de Regering van de Franse Gemeenschap beslist tot de oprichting van een nieuwe inrichting.

Art. 7. De oprichting van een nieuwe inrichting gebeurt ten vroegste op de eerste dag van de maand die op de in artikel 6 bedoelde beslissing volgt.

Art. 8. § 1. Voor het kalenderjaar van haar oprichting en voor de twee eerstvolgende kalenderjaren wordt de lesurendotatie van een nieuwe inrichting die krachtens dit besluit wordt opgericht, samengesteld uit lesuren :

- geleend door een inrichtende macht overeenkomstig artikel 88 van het decreet;
- overgedragen door een inrichtende macht van hetzelfde onderwijsnet overeenkomstig artikel 89 van het decreet;
- toegekend door de inrichtende macht overeenkomstig artikel 91 van het decreet;
- gegeneerd door de nieuwe inrichting overeenkomstig artikel 87 van het decreet;

§ 2. Tijdens het kalenderjaar van de oprichting van de nieuwe inrichting moet de in artikel 93 van het decreet bedoelde reserve van de inrichtende macht waartoe deze inrichting behoort, gelijk zijn aan X twaalfde van 1800 lestijden van categorie A. X is gelijk aan het aantal maanden sinds de maand van de oprichting van de nieuwe inrichting tot en met de maand december van hetzelfde kalenderjaar.

Gedurende het kalenderjaar dat volgt op de oprichtingsdatum van de nieuwe inrichting moet de reserve van bovenvermelde inrichtende macht gelijk zijn aan 1800 lesuren van categorie A.

Gedurende het tweede kalenderjaar dat volgt op de datum van oprichting van bovenvermelde inrichting moet de reserve van de betrokken inrichtende macht gelijk zijn aan 1800* (12-X)/12 lesuren van categorie A.

Art. 9. Vanaf het begin van haar werking zijn op de inrichting de wets- en reglementsbepalingen betreffende de aanpassing van de lesurendotaties, die toepasselijk zijn op elke onderwijsinrichting voor sociale promotie, van toepassing.

Art. 10. De krachtens dit besluit in het leven geroepen inrichting wordt tijdens de eerste 3 in artikel 8 van dit besluit bedoelde kalenderjaren beschouwd als een autonome onderwijsinrichting voor sociale promotie die ten minste de in artikel 100 van het decreet vastgelegde rationalisatienorm bereikt.

Om haar autonomie te bewaren moet deze inrichting het volgende aantal lesuren-leerlingen bereiken :

- 50 000 lesuren-leerlingen op de laatste dag van het vierde kalenderjaar van haar werking;
- 60 000 lesuren-leerlingen op de laatste dag van het vijfde kalenderjaar van haar werking;
- 70 000 lesuren-leerlingen op de laatste dag van het zesde kalenderjaar van haar werking;
- 80 000 lesuren-leerlingen op de laatste dag van het zevende kalenderjaar van haar werking.

Later moet deze inrichting, om autonoom te mogen blijven, de voor elke onderwijsinrichting voor sociale promotie vastgestelde rationalisatienorm bereiken.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1995.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het onderwijs voor sociale promotie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 oktober 1994.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek,
Jeugdzorg en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

6 DECEMBER 1994. — Ministerieel besluit nr. 20 houdende erkenning en intrekking van erkenning in toepassing van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet

De Minister van Economische Zaken,

Gelet op de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet, gewijzigd bij de wet van 6 juli 1992, inzonderheid op de artikelen 74, 75 en 78;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 februari 1992 tot bepaling van het bedrag van het in hoofde van de kredietgever vereiste nettocapitaal bedoeld in artikel 75, § 3, 1^o, van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet;

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

6 DECEMBRE 1994. — Arrêté ministériel n° 20 portant agrément et retrait d'agrément en application de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation

Le Ministre des Affaires économiques,

Vu la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, modifiée par la loi du 6 juillet 1992, notamment les articles 74, 75 et 78;

Vu l'arrêté royal du 24 février 1992 déterminant le montant de l'actif net requis dans le chef du prêteur visé à l'article 75, § 3, 1^o, de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation;